

Déclaration liminaire liste d'aptitude de C en B du 13 novembre 2019

Monsieur Le Président,

En préambule, **FO** défend le système actuel de retraites par répartition et revendique le maintien des 42 régimes spéciaux et du code des pensions. **FO** n'a jamais été co-législateur et n'ira pas négocier les réglages d'un système qui supprime les régimes existants.

Le 6 juin dernier le ministre DARMANIN dévoilait la carte des implantations de la DGFIP à l'horizon 2022. Il s'agit de la désormais tristement célèbre dénommée « géographie revisitée » puis « nouveau réseau de proximité ».

Les chiffres sont éloquentes. Après la suppression de 1846 trésoreries entre 1998 et 2017, il est prévu d'en fermer 1097, soit 68 % de l'existant. Toutes les missions seront touchées par les transferts, restructurations, privatisations ou fermetures. Sur ce point l'Observatoire interne aux finances publiques révèle que 76 % des agents estiment que « les évolutions de la DGFIP sont négatives ».

Les agents font face à un vaste plan social qui cache son nom sous des motifs fallacieux de présence accrue dans les territoires ruraux ou de regroupements de services, pour soi-disant rendre le travail plus efficace. Au final, cela conduit à détruire notre réseau et à imposer un service public atrophié aux usagers.

F.O.-DGFIP ne participera pas à la concertation relative au démantèlement de la DGFIP. Ce réseau dit « de proximité », le gouvernement veut l'imposer aux agents.

Pour **F.O.-DGFIP**, il ne s'agit pas d'aller discuter de la couleur du papier peint, ou de la longueur de la corde pour se pendre, il s'agit de refuser les discussions de marchand de tapis, par exemple le maintien d'une structure au détriment d'une autre, ou de contreparties symboliques voire minimales pour les agents.

La concertation n'est ni plus ni moins que l'association et l'intégration des syndicats à l'appareil d'État, ça s'appelle le corporatisme.

Pour **F.O.-DGFIP** le plan DARMANIN n'est ni amendable ni négociable.

F.O.-DGFIP refuse toutes fermetures et transferts de services.

F.O.-DGFIP exige le maintien de tous les sites de tous les services et de toutes les missions.

F.O.-DGFIP revendique, dans l'unité syndicale et avec les agents, le retrait de ce plan scélérat et ne lâchera rien. L'appel à la grève et à la manifestation nationale le 14 novembre en est la traduction concrète.

En ce qui concerne les CAP, la Loi DUSSOPT prévoit leur quasi disparition. Rappelons que les CAP font partie intégrante du statut. Elles garantissent le respect des règles en vigueur. La disparition de celles-ci vont conduire comme dans le privé à avoir des relations contractuelles avec l'employeur. **F.O** réitère son attachement au paritarisme.

Dans le contexte de cette CAP de liste d'aptitude, les élus **F.O.-DGFIP** en profitent pour marquer une nouvelle fois leur attachement à ce mode de recrutement statutaire qui permet aux collègues qui n'ont pas eu la possibilité de préparer les concours de bénéficier d'une promotion amplement méritée. Il s'agit d'un mode de promotion identique à celui des concours.

Au niveau national, le volume des potentialités est de 373 promotions de C en B. Pour mémoire cette potentialité a été quasiment divisée par 2 en quelques années. La situation est quasiment figée.

Cette année les Côtes d'Armor bénéficient d'une potentialité de 3 agents.

Une chose est certaine, la Direction générale est constante dans ses méthodes : la réduction drastique des perspectives de promotion interne pour toutes les catégories A, B et C.

En réalité, le gouvernement a décidé de réduire la promotion interne, au strict minimum statutaire pour des raisons budgétaires.

Pour en revenir à l'ordre du jour de cette CAPL, 27 collègues font valoir leurs titres cette année dans les Côtes d'Armor, 2 collègues sont déjà classés «excellents», 9 «*très bons*» *et par conséquent 16 «à revoir»*.

Les élus **F.O.-DGFIP** défendront les collègues sans a priori, avec pour objectif de les classer dans la catégorie supérieure. En effet, cette CAP locale ne se limite pas au classement de 2 collègues dans la catégorie «excellent». Nous espérons que l'administration abordera cette CAP avec un esprit d'ouverture et des marges de manœuvre.